

n'est pas là. Alors, où est-il? Dans le moyen d'échange des produits? Dans l'argent? On devrait dompter la finance et laisser la liberté aux hommes. Pourquoi les grèves perlées, rotatives, légales ou illégales? Manque de pouvoir d'achat en général, parfois pour de meilleures conditions de travail, mais surtout pour améliorer leur pouvoir d'achat.

Avec l'inflation protégée par les gouvernements, parce que c'est payant pour eux parfois, le travailleur malgré les hausses de salaires obtenues par des luttes sans fin achète moins de produits qu'il y a cinq ans, avec plus d'argent. Si on se prive de beurre, ce n'est pas parce que les cultivateurs n'en produisent pas assez. Au contraire, les cultivateurs se plaignent d'en avoir trop sur les bras. On en gaspille, on en détruit. Le comble du ridicule, on en importe des quantités incroyables d'autres pays. Si l'on se prive d'œufs, ce n'est pas parce que les poules ne pondent pas, ni parce que le producteur ne travaille pas suffisamment. Au contraire, on les détruit. Si l'on manque de viande, ce n'est certainement pas à cause du manque de bœuf au pays.

On a constaté, l'automne dernier, et cela a bien failli se produire encore cette année, des tueries d'animaux de boucherie que les producteurs ne trouvaient pas à vendre sur le marché à des prix convenables. Le producteur perd de l'argent avec sa production, et les consommateurs manquent d'argent pour acheter cette même production. Si des hommes, des femmes et des enfants n'ont que des haillons sur le dos, ce n'est pas parce que les moutons ne donnent pas de laine, ni parce que les plantations de coton ne produisent plus. Le génie humain a même réussi à produire outre les vêtements de laine et de coton naturel, des vêtements de nylon, de rayonne et d'autres étoffes artificielles.

Si des familles s'entassaient dans des taudis, ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de bois, de pierre, de ciment ou d'acier pour construire des maisons neuves, on a de quoi bâtir, ce n'est pas parce qu'on manque de main-d'œuvre, on en a trop, on l'a contrôlée par des permis de travail pour protéger les emplois de ceux qui étaient déjà employés.

Il n'y a pas de manque de production, au contraire, il y a des chômeurs qui veulent travailler, du moins la très grande majorité d'entre eux. Les chômeurs, dans le système actuel, sont des aides de trop, on ne sait qu'en faire. On les recycle, on recycle le recyclage. On leur dit de suivre des cours, on les paie pour cela et pendant ce temps-là, ils ne comptent pas dans les statistiques sur le chômage. On ne sait que faire des chômeurs ou du chômage. On donne aux gens presque autant pour chômer que pour travailler, ce qui décourage parfois le travailleur. Mal de finance, d'argent, quand on pouvait produire mais non pas acheter. Mal de finance, d'argent durant la guerre, quand l'argent commandait la destruction contrecarrant la paix. Mal de finance, d'argent, après la guerre, alors que les prix fuyaient, montaient, devant notre revenu, notre portefeuille. Mal de finance, d'argent, aujourd'hui, alors que des usines renvoient leurs ouvriers faute de commandes, malgré une foule de besoins de consommation non satisfaits, et en partie à cause des importations non contrôlées qui conditionnent nos industries.

On ne s'en prend à tout le monde, sauf à la finance, celle qui contrôle à la fois les gouvernements et le peuple. Des locataires manquent d'argent pour payer leur loyer. On punit les propriétaires par un contrôle sur leur propriété, le nouveau système de bail. On leur enlève l'usage de leur bien au lieu de mettre simplement la finance au service des locataires. On préfère enlever la liberté aux uns et aux autres.

Programme anti-inflation

Les matériaux de construction coûtent trop cher? L'État prend le contrôle des matériaux au lieu de contrôler la finance qui fait monter leur prix. Les familles ouvrières manquent du nécessaire devant les magasins pleins? Le ministre des Finances les sermonne: vous ne travaillez pas assez, travaillez quatre heures de plus chaque semaine, serrez-vous la ceinture.

On contrôle les victimes de la finance au lieu de contrôler la finance elle-même et nous constatons les résultats. L'État restreint la liberté, l'initiative, l'industrie privée, la propriété privée et prétend que son intervention est nécessaire parce que la situation est anormale mais il se garde bien d'intervenir contre la tyrannie financière qui crée des conditions anormales exprès pour conduire à l'asservissement des individus par l'État.

Les victimes elles-mêmes espèrent qu'il en sera autrement. Tout ce que l'on cherche c'est de passer la punition, le contrôle sur le dos des autres. Les ouvriers réclament un contrôle des prix, mais non un contrôle des salaires. Les producteurs demandent des prix minimums pour leurs produits sous forme de subventions, comme le bill C-50 sur la stabilisation des produits agricoles, mais crient contre le salaire minimum de leurs employés. Les locataires veulent un contrôle des propriétaires, mais non sur eux-mêmes. Les propriétaires veulent un contrôle sur leur droit d'augmenter leurs loyers, mais non sur les conditions des logements. Les propriétaires protestent contre les augmentations des taxes foncières, mais réclament des augmentations de la taxe d'affaires.

Les pauvres, les payeurs d'impôt, réclament que les grandes corporations paient plus d'impôt, mais les grandes corporations, elles, réclament des subsides pour la recherche, de mises en marché, ou simplement pour ne pas augmenter le prix de leurs produits comme, par exemple, le pétrole. En somme, tout le monde est pris dans le piège financier, et on s'entre-déchire au lieu de briser le piège. On ne contrôlera jamais politiquement le pays si on ne le contrôle pas économiquement. Il n'y a pas d'autres moyens. En d'autres termes, l'économie doit être dirigée vers sa fin. Mais comment diriger l'économie? C'est en lui commandant quoi faire. C'est aux consommateurs de lui dire quoi faire. C'est aux producteurs de lui dire comment le faire. Et l'État, son rôle est d'enlever les obstacles, de voir à la circulation du sang économique, l'argent, le pouvoir d'achat, autrement dit, à la distribution des richesses.

Tout dernièrement, le Conseil national du bien-être social émettait un communiqué, et sur la fin, il rappelait au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social certaines promesses qui ont été sans doute faites à diverses occasions et je cite:

S'adressant aux ministres provinciaux, en février dernier, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social exposait les propositions de son gouvernement en vue du programme de soutien et de supplément, et a promis que:

« (...) je puis vous affirmer avec certitude que tout aussi longtemps qu'il en tiendra au pouvoir du gouvernement du Canada d'en décider, ce ne seront pas les pauvres et les mal nantis qui auront à porter le plus lourd du fardeau des difficultés économiques que pourrait traverser le monde occidental (...)

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais le temps qui lui était alloué est maintenant expiré.

[Traduction]

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, il semble que ce débat sur la motion des Néo-démocrates se rapproche beaucoup du débat sur le bill anti-inflation dont la Chambre est actuellement saisie. Toutefois, l'ensemble